

Doulkeridis veut supprimer six ministres

GOVERNANCE Pour le député Ecolo, PS et CDH doivent poser un geste fort

Il y a Publifin, les intercommunales opaques, les salaires insensés... Bousculés par le scandale, PS et CDH prennent des mesures. Mais pour les verts, la bonne gouvernance, c'est plus global. Et rétablir la confiance entre le politique et la population suppose aussi (et notamment) une gestion plus modérée des deniers publics.

Christos Doulkeridis est député Ecolo à la Région bruxelloise et à la Communauté française.

Il calcule.

Le gouvernement wallon compte 8 ministres. La Région bruxelloise compte 5 ministres francophones. La Communauté française en compte 6 (dans les faits, 7 mais Jean-Claude Marcourt, ministre de l'Enseignement supérieur est aussi ministre wallon). Donc 6.

Total des trois exécutifs = 19 ministres francophones.

Le gouvernement flamand compte 9 ministres. Et le gouvernement bruxellois compte 3 ministres néerlandophones.

Total = 12 ministres flamands.

Christos Doulkeridis attaque : « Il n'y a aucune raison objective pour expliquer qu'il y ait 19 ministres du côté francophone contre 12 du côté flamand. Aucune !... La seule explication, c'est ceci : après les élections de 2014, PS et CDH ont fait en sorte d'avoir autant de ministres que sous la précédente législature quand, en plus de la Wallonie, de Bruxelles et de la Communauté, ils étaient aussi au fédéral. De 2009 à 2014,

PS et CDH avaient 19 ministres. Ils ont toujours 19 ministres. Ils ont fait en sorte de ne rien perdre, c'est tout !... »

« Il fallait aller plus loin »

Bien. Et on fait quoi ?

« Le PS a démissionné Paul Furlan pour le remplacer par un autre socialiste. Il fallait aller plus loin. Et diminuer le nombre de ministres. On peut en supprimer 6. »

Comment ? Les postes ministériels à la Communauté seraient confiés à des ministres régionaux, wallons et bruxellois. On restaure donc le système des « doubles casquettes. » Le député affine le scénario : le poste de ministre-président de la Communauté serait par exemple confié au ministre-président de la Wallonie (comme c'était le cas entre 2005 et 2009) et le budget de la Communauté serait sous la responsabilité du ministre-président bruxellois.

Les vertus de la formule ? On réduit le nombre de ministre, on simplifie la gouvernance et on assure une vraie collaboration entre Wallons et Bruxellois. « Aujourd'hui, elle est pratiquement inexistante. Les deux Régions ne se parlent plus. Attention : on se dirige tout droit vers une rupture entre la Wallonie et Bruxelles. Avec ma formule, la collaboration est forcée. Regardez ce qui se passe avec le Pacte d'excellence. Il ne serait peut-être pas en train de

couler si, au lieu d'être porté par une seule ministre, il était soutenu par les deux régions, impliquées... »

« On a juste sorti un lampiste »

Christos Doulkeridis en revient à Furlan et trouve qu'Elio Di Rupo a joué petit. « On a juste sorti un lampiste. On est toujours dans une culture de l'ajustement à la marge pour faire écran de fumée. Je dis : on doit, partout, à tous les niveaux, rendre la politique plus lisible et plus transparente. »

C'est trop tard ? Pour l'élu écologiste, non : « Le moment est intéressant. A Elio Di Rupo, j'offre une solution, sur un plateau : faire le remaniement ministériel que je propose, et le faire maintenant. Si Elio Di Rupo le fait, il en sort par le haut car il ne se limite pas à régler le problème de Publifin. Non, il réglerait le problème de l'espace francophone et il envoie même un message à la Flandre en lui disant qu'il est capable de prendre des décisions ambitieuses en matière de gouvernance. Il faut le faire tout de suite ! On ne peut plus tergiverser. C'est ce type de signal qu'on attend. Allons-y !... A un moment donné, il faut arrêter. Les institutions ne sont pas là pour servir les intérêts des partis et leur permettre d'avoir le nombre de ministres qu'ils avaient sous l'ancienne législature. » ■

PIERRE BOUILLON